

MAISON FAMILIALE RURALE

14, rue A. Delcroix

59294 HAUSSY

Rapports du commissaire aux comptes

Exercice clos le 31 Décembre 2025

Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes

41 Rue Roger Salengro
BP 60530
62008 ARRAS CEDEX
Tél : 03 21 71 30 30

www.cogep.fr
jwillerval@cogep.fr

MAISON FAMILIALE RURALE
14, rue A. Delcroix
59294 HAUSSY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 5 JUIN 2026

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Maison Familiale Rurale d'Haussy relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres


Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels.

Les résultats soumis à votre approbation traduisent :

- un excédent net de	27 332€
- un total du bilan s'élevant à	1 626 181 €.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels



Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la coopérative à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

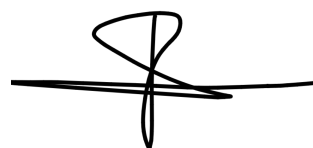
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Arras, le 29 Avril 2026.
Pour la société COGEP AUDIT



Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Douai

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la coopérative à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	8 051	6 248	1 803	
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	11 434		11 434	11 434
	Constructions	3 293 223	2 230 640	1 062 583	1 005 600
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	415 108	368 061	47 047	57 431
	Autres immobilisations corporelles	367 865	289 141	78 724	100 184
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				136 487
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
ACTIF CIRCULANT	Participations	2 258		2 258	2 221
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations	75 094		75 094	75 523
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	4 173 032	2 894 090	1 278 943	1 388 881
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	11 855		11 855	10 242
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	62 084		62 084	113 040
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	20 255		20 255	79 931
	Charges constatées d'avance	24 475		24 475	28 899
COMPTES DE REGULARISATION	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	228 569		228 569	140 488
	TOTAL (III)	347 238		347 238	372 600
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	4 520 271	2 894 090	1 626 181	1 761 481

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

75 094

(2) dont créances à plus d'un an

75 523





Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	171 346	171 346
	Réserves pour projet de l'entité	157 277	157 277
	Autres		
	Report à nouveau	380 206	399 423
	Excédent ou déficit de l'exercice	27 332	(19 217)
	Total des fonds propres (situation nette)	736 162	708 829
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	426 378	473 381
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	426 378	473 381
	Total des fonds propres	1 162 540	1 182 211
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	270 414	166 114
	Emprunts et dettes financières divers (2)	550	
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 917	78 533
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	67 811	64 170
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 038	142 870
	Autres dettes	8 450	939
	Produits constatés d'avance (1)	28 460	126 645
	Total des dettes	463 641	579 270
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF		1 626 181	1 761 481
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		27 332,40	
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		231 692	
(2) Dont emprunts participatifs			





Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	510	535
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	524 047	494 935
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	605 623	623 747
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		10 035
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	47	33
Total des produits d'exploitation		1 130 227	1 129 285
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements	100 879	104 672
	Variation de stocks	(1 613)	2 692
	Autres achats et charges externes	266 056	300 759
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	15 749	16 050
	Salaires	454 873	473 350
	Cotisations sociales	162 219	167 329
	Dotation aux amortissements et dépréciations	125 154	132 773
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	2 207	767
Total des charges d'exploitation		1 125 524	1 198 392
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 703	(69 107)





Compte de Résultat

2/2

		Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION			4 703	(69 107)
PRODUITS FINANCIERS	De participation			
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		1 681	2 483
	Autres intérêts et produits assimilés		3 883	6 419
	Reprises sur dépréciations et provisions			
	Différences positives de change			
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
	Produits des immobilisations financières cédées			
Total des produits financiers			5 564	8 902
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées		9 956	6 051
	Différences négatives de change			
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées			
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
Total des charges financières			9 956	6 051
RESULTAT FINANCIER			(4 392)	2 851
RESULTAT COURANT avant impôts			311	(66 255)
	Produits exceptionnels		27 022	47 039
	Charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			27 022	47 039
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices				
TOTAL DES PRODUITS			1 162 813	1 185 225
TOTAL DES CHARGES			1 135 480	1 204 442
EXCEDENT ou DEFICIT			27 332	(19 217)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				



Annexe libre

Objet social de l'association

L'association a pour but :

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale ainsi que leur éducation spirituelle correspondant aux options de chaque famille.
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière d'une ou plusieurs Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation et de toutes activités complémentaires.
- d'assurer éventuellement toutes activités d'éducation populaire en milieu rural ainsi que toutes activités de caractère éducatif, social ou familial notamment des activités d'accueil et d'hébergement.

Valorisation des contributions volontaires

En application de l'article 211-4 du règlement ANC 2018, la MFR estime que la présentation des Contributions Volontaires en Nature (CVN) n'est pas compatible avec son objet ou ses principes de fonctionnement : en effet, agissant dans le cadre associatif sur la base du volontariat, l'activité bénévole concourt à la mission et à l'objet de l'association sur un principe arrêté par le règlement intérieur de l'association MFR, article 2 qui précise que le Conseil d'Administration est « formé de membres de l'association qui s'engagent à participer activement à la marche de la MFR et porte le souci du développement de la MFR et de la participation active des familles à la vie de l'association. Le Conseil d'administration est l'expression de la volonté des parents...il est garant du maintien du caractère familial de l'association et de la prépondérance du rôle des familles dans la marche de la MFR ». Dès lors, il n'est pas opportun ni compatible de comptabiliser les contributions volontaires en nature pour ce qui est de la participation des bénévoles.

Le temps consacré par les bénévoles, administrateurs ou non, dans le cadre de participation à des ateliers d'animation, à l'encadrement de sorties, à des témoignages, à l'accompagnement à des séances de commissions ou conseils d'administration etc..., certaines prestations en nature de la part de partenaires de la MFR (intervention d'un chef d'entreprise, d'un syndicat professionnel...) participent par nature aux contributions volontaires au bénéfice des jeunes et des familles dans une moindre mesure.

Bail emphytéotique

Pour l'exercice de ses activités, l'association Maison Familiale Rurale de HAUSSY dispose de droits d'usage sur terrain. Ces droits découlent d'un contrat emphytéotique sur 99 ans, conclu le 4 juin 2014 avec la Commune de HAUSSY, prévoyant une mise à disposition gratuite. Ce contrat emphytéotique concerne des terrains sis au lieu-dit "Longues Pierres" à HAUSSY. Ces terrains sont affectés à l'organisation permanente. Il entre dans l'intention de l'association Maison Familiale Rurale de HAUSSY d'exercer ses activités sur une base permanente, toujours sous le régime du contrat d'emphytéose actuel qui, à l'échéance, sera en principe





Annexe libre

le 3 Juin 2113.

Répartition du chiffre d'affaires

Sur l'exercice comptable du 01/01/2025 au 31/12/2025, le chiffre d'affaires "Formation Initiale" est de 175 116 euros et le chiffre d'affaires "Formation en apprentissage" est de 293 067 euros.

Honoraire du Commissaire aux comptes

Sur l'exercice comptable du 01/01/2025 au 31/12/2025, le montant des charges liées aux honoraires du commissaire aux comptes est de 4 390 euros.

Subventions

L'entreprise a bénéficié au cours de l'exercice de **concours publics** se présentant sous les formes suivantes :

Subventions d'exploitation : 539 530 euros (Etat : Ministère de l'Agriculture)

3 629 euros (Collectivités territoriales : Conseil régional et départemental).

La comptabilisation est effectuée conformément aux règles du PCG.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 626 181** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 162 813** euros et un total **charges** de **1 135 480** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **27 332** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022, homologué le 30 décembre 2023, modifie le Plan comptable général dans le cadre de la modernisation des états financiers. Ce règlement est **obligatoirement applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025**. L'entreprise a appliqué ces nouvelles dispositions pour l'établissement des comptes de l'exercice.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement usuelle	Méthode
Frais d'établissement	1 à 5 ans	Linéaire
Frais de développement	3 à 5 ans	Linéaire



Règles et Méthodes Comptables

Logiciels	1 à 5 ans	Linéaire
Concessions, brevets, licences	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel industriel	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transport	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 ans	Linéaire
Mobilier de bureau	5 à 10 ans	Linéaire
Agencements et installations	5 à 10 ans	Linéaire
Bâtiments (structure)	20 à 50 ans	Linéaire
Aménagements de bâtiments	10 à 20 ans	Linéaire
Véhicules utilitaires	4 à 7 ans	Linéaire

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.





Règles et Méthodes Comptables

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Compte tenu des données de l'association et des hypothèses actuarielles retenues, le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2025 s'élève à 31 095 euros.





Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	6 137		1 914		8 051
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 137		1 914		8 051

CORPORELLES	Terrains	11 434				11 434
	Constructions sur sol propre	1 821 024				1 821 024
	sur sol d'autrui	1 003 979				1 003 979
	instal. agencement aménagement	327 265		141 575	620	468 220
	Instal technique, matériel outillage industriels	410 059		5 661	612	415 108
	Instal., agencement, aménagement divers	109 832		2 614		112 445
	Matériel de transport	67 283				67 283
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	195 206			7 069	188 137
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours	136 487		5 088	141 575	
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 082 568		154 937	149 875	4 087 630

BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIERES	Participations	2 221		37		2 258
	Créances rattachées à des participations	75 523		5 871	6 300	75 094
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières					
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	77 745		5 907	6 300	77 352

TOTAL	4 166 449		162 758		156 175	4 173 032
--------------	------------------	--	----------------	--	----------------	------------------





Amortissements

		Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
					Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres			6 137	111		6 248
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			6 137	111		6 248
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre			1 535 402	23 036		1 558 438
	sur sol d'autrui			433 534	36 343		469 876
	instal. agencement aménagement			177 733	25 213	620	202 326
	Instal technique, matériel outillage industriels			352 627	16 045	612	368 061
	Autres Instal., agencement, aménagement divers			57 084	1 686		58 770
	Matériel de transport			48 141	8 192		56 333
	Matériel de bureau, mobilier			166 911	14 197	7 069	174 039
	Emballages récupérables et divers						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			2 771 432	124 711	8 301	2 887 842
TOTAL				2 777 569	124 822	8 301	2 894 090





Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL					
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			332		
T'itres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					





Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	75 094	75 094	
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	62 084	62 084	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	3 540	3 540	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	16 715	16 715	
	Charges constatées d'avance	24 475	24 475	
TOTAL DES CREANCES		181 908	181 908	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	270 414	38 466	130 058	101 891
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	550	550		
	Emprunts et dettes financières divers	64 917	64 917		
	Fournisseurs et comptes rattachés				
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	19 056	19 056		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 002	38 002		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 753	10 753		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	23 038	23 038		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	8 450	8 450		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	28 460	28 460		
TOTAL DES DETTES		463 641	231 692	130 058	101 891
Emprunts souscrits en cours d'exercice		141 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		36 474			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					





Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles	171 346				171 346
Réserves pour projet de l'entité	157 277				157 277
Autres réserves					
Report à nouveau	399 423	(19 217)			380 206
Excédent ou déficit de l'exercice	(19 217)	19 217	27 332		27 332
Situation nette	708 829		27 332		736 162
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	473 381			47 003	426 378
Provisions réglementées					
TOTAL	1 182 211		27 332	47 003	1 162 540

Subventions d'équipement

Réintégration des subventions d'équipement : 47 003 euros.





Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		24 475	24 475
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			24 475





Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		28 460	28 460
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			28 460





Annexe libre 2

Effectif moyen

Au 31/12/2025

Effectif moyen

Cadres et professions intellectuelles supérieures : 8

Employés : 7



Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes

41 Rue Roger Salengro
BP 60530
62008 ARRAS CEDEX
Tél : 03 21 71 30 30

www.cogep.fr
jwillerval@cogep.fr

MAISON FAMILIALE RURALE

14, rue A. Delcroix

59294 HAUSSY

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

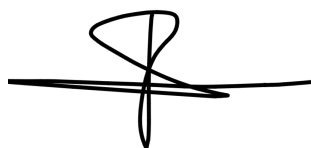
En application de l'article R. 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

1°. Rapport avec la SCEA Maison Familiale et Rurale Haussy

- Compte courant

La SCEA a une dette de 75 094.03€ envers la Maison Familiale et Rurale Haussy comptabilisée pour cette dernière, dans le compte 2677000.

Fait à Arras, le 29 Avril 2026.
Pour la Société **COGEP AUDIT**



Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Douai